

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la sécurité, le 15 mai 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968", a donné le 23 juin 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 15 mei 1997 door de Staatssecretaris voor Veiligheid, verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968", heeft op 23 juni 1997 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Le présent avant-projet entend réprimer la conduite de véhicules après usage de substances susceptibles d'influencer cette conduite. Il vise, aussi, notamment, la simple intention de conduire dans l'état résultant de cet usage ainsi que l'incitation à conduire donnée à un tiers sous l'influence évidente des substances concernées.

Les méthodes de recherche des infractions, les mesures de sûreté et les peines applicables s'inspirent largement de celles qui existent pour la répression de l'imprégnation alcoolique. Dans les deux cas, on a affaire à l'incrimination de comportements ou d'états de nature à mettre autrui en danger.

Toutefois, contrairement aux dispositions légales relatives à la répression de l'imprégnation alcoolique, le texte en projet n'apporte aucune précision quant aux substances visées, ni quant à la "valeur" à partir de laquelle leur présence dans l'organisme emporterait l'interdiction de conduire. La détermination de ces éléments des infractions serait, en effet, suivant les articles 61bis, § 2, et 64bis, § 4, en projet, déléguée au Roi.

A défaut que le texte législatif en projet énonce une liste des substances susceptibles d'influer sur la capacité de conduite et qu'il détermine des valeurs à partir desquelles la constatation de la présence de ces substances justifie l'interdiction de conduire, force est de constater que restent indéterminés et indéterminables le fait ou

.../...

l'état générateurs de la responsabilité pénale, justifiant les mesures de sûreté restrictives de liberté envisagées. Ceci revient à abandonner au Roi la définition-même de l'incrimination, et à lui laisser le pouvoir de décider de toute l'étendue de la répression, ce qui ne peut être admis.

Il est, certes, prévu que le Roi devrait tenir compte "des possibilités techniques et de l'existence d'une influence quelconque sur les capacités de conduite"; mais une telle disposition est si peu rigide que la délégation accordée au Roi serait pratiquement illimitée.

Force est, dès lors, de constater que la délégation envisagée est contraire à l'article 14 de la Constitution, en vertu duquel "Nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi."

Conformément à ce principe constitutionnel, il s'impose donc d'énumérer, dans le texte de la loi en projet, les substances ou associations de substances propres à produire des effets qui sont de nature à influencer négativement la conduite d'un véhicule et d'y déterminer de manière précise le niveau à partir duquel cette influence sur les capacités de conduite serait répréhensible (1).

(1) On observe que, s'il fallait entendre par l'expression "influence quelconque", utilisée par le texte en projet, le fait que la moindre influence sur les capacités de conduite serait suffisante, le Roi n'aurait pas à fixer la "valeur" à prendre en considération. Ce texte serait, dès lors, contradictoire.

2. Le texte en projet ne définit pas davantage la nature des tests et des analyses destinés à détecter la présence des substances visées.

En effet, l'article 61bis, § 2, 3ème tiret, renvoie aux arrêtés que le Roi doit prendre, pour déterminer notamment :

- "- pour chaque substance ou groupe de substances la valeur en dessous de laquelle le test n'est pas pris en considération. Cette valeur est fixée en fonction des possibilités techniques et de l'existence d'une influence quelconque sur les capacités de conduite."

et l'article 64bis, § 4, deuxième tiret, contient une disposition pratiquement similaire en ce qui concerne les échantillons d'urine.

L'exposé des motifs indique, à cet égard, que l'on ne dispose pas toujours, actuellement, de toutes les données scientifiques qui assurent la faisabilité et la fiabilité des tests et des analyses. On lit, en effet :

"Actuellement des tests commerciaux utilisables et d'une fiabilité suffisante sont déjà disponibles pour détecter auprès des usagers de la route la présence de ces substances ou de groupes de substances à partir d'une certaine valeur sur base, par exemple, d'un prélèvement d'échantillon d'urine. Pour le moment, il pourrait également être envisagé de démarrer avec des tests de laboratoire sur des échantillons de salives. L'étude et le développement, afin de mettre au point un striptest fiable, rapide et facile pour la salive et qui peut être effectué en bord de routes, est en cours.

.../...

En le prescrivant explicitement ici, l'Autorité souhaite stimuler les entreprises et les établissements de recherche à investir d'avantage dans les développements prometteurs de tests.

L'objectif est de constituer un comité scientifique qui préparera cet arrêté d'exécution tant pour ce qui concerne le ou les moyens et de ce qui concerne les conditions techniques auxquelles ceux-ci devront satisfaire qu'en ce qui concerne la composition de la liste des substances dont question audit article 37bis, § 1er, 1^o.

Le but sera de pouvoir disposer de tests suffisamment faciles à utiliser (tant pour l'utilisateur de la route que pour les services de police) et dont le degré de fiabilité soit en outre acceptable.

S'agissant de ce degré de fiabilité, le défi consistera à connaître scientifiquement le pourcentage de risque de "faux positifs" et de retenir que le(s) test(s) dont ce risque est passablement faible. Eventuellement, il pourrait être envisagé, pour certaines substances (p.e. les opiacés), d'imposer une hiérarchie de tests pour réduire le risque de "faux positifs" (p.e. entre les opiacés médicamenteux et illégaux).".

Ce système est incompatible avec les principes généraux du droit pénal.

S'agissant de dispositions de nature répressive, il faut y inclure la description des moyens qui sont déjà scientifiquement fiables pour rechercher et constater l'infraction et on ne peut déléguer au Roi le soin d'étendre la liste de ces moyens, auxquels seul le législateur peut attacher une valeur probante.

.../...

3. Parmi les substances interdites qui figureraient dans la liste pourraient se trouver des substances dont la détention est interdite en vertu de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques. Même si la consommation individuelle de ces substances n'est pas interdite en tant que telle par cette législation, il n'en reste pas moins que les constatations que seraient amenés à faire les officiers et agents dans la recherche des infractions au présent projet pourraient révéler des éléments constitutifs d'infractions à la loi du 24 février 1921 qui réprime la détention de ces substances.

A cet égard, l'avant-projet prévoit que la collecte des données des tests et des analyses d'urine doit se limiter aux données strictement nécessaires à l'établissement des infractions à la loi en projet, commises dans un lieu public, et que ces données ne peuvent être utilisées qu'aux fins judiciaires relatives à la répression de ces infractions (articles 61bis, § 3 et 64bis, § 5 en projet). Ces dispositions sont, selon l'exposé des motifs, destinées à garantir le respect de la vie privée.

Il n'apparaît, toutefois, pas clairement du texte, ni de l'exposé des motifs si les personnes poursuivies pour conduite sous l'influence de stupéfiants pourront ou non être également poursuivies sur la base des constatations faites dans le cadre du présent avant-projet, pour la détention de ces stupéfiants en application de la loi du 24 février 1921.

.../...

En outre, les dispositions des articles 61bis, § 3, et 64bis, § 5, en projet relatives à la collecte des données des tests et des analyses d'urine ne sont pas répétées dans celles relatives aux prélèvements sanguins.

La loi en projet devrait, dès lors, davantage préciser les corrélations ou l'absence de corrélation entre la répression des infractions qu'elle institue et celle organisée par la loi du 24 février 1921.

4. Il s'impose de prévoir, dans le texte de la loi elle-même, des dispositions relatives au respect des droits de défense des intéressés, en particulier celui de demander une contre-expertise à la suite d'une analyse ou d'un prélèvement, ceci à l'instar de ce qui est prévu à l'article 44bis, §§ 3 et 4, du Code d'instruction criminelle (1).

5. L'article 68 de la loi relative à la police de la circulation routière prévoit que le délai de prescription est de trois ans, à compter du jour où l'infraction a été commise, pour les infractions aux articles 30, § 1er, 33, 34, § 2, et 35.

Ces deux dernières dispositions visent la répression de l'imprégnation alcoolique supérieure à 0.35 mil-

(1) La modification en projet de l'article 64 exclut, en effet, l'application de ces dispositions pour les prélèvements sanguins effectués conformément à l'article 63, § 2, en projet.

ligramme par litre d'air alvéolaire expiré ou à 0.5 gramme par litre de sang, ainsi que la répression de la conduite en état d'ivresse ou dans un état analogue résultant notamment de l'emploi de drogues ou de médicaments, infractions qui sont passibles des mêmes peines que celles prévues à l'article 37bis en projet.

En vue de respecter le principe d'égalité et d'assurer la sécurité juridique, mieux vaudrait prévoir le même délai de prescription pour les infractions visées à l'article 37bis, 1^o et 4^o à 6^o, en projet.

Eu égard aux observations qui viennent d'être faites, le texte en projet doit être fondamentalement revu.

C'est pourquoi le Conseil d'Etat se limite aux principales observations particulières ci-après; il s'abstient, notamment, d'en faire quant à la légistique formelle (1).

(1) Voir le Code-formulaire de légistique, services du Premier Ministre, supplément au Moniteur belge du 2 juin 1982.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Article 2

1. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas ce qui justifie la différence de traitement, faite à l'article 37bis, § 1er, 1º, en projet, entre les personnes qui s'apprêtent à conduire un véhicule ou une monture, selon que les analyses font apparaître, soit la présence, dans l'organisme, d'une substance susceptible d'avoir une influence sur leurs capacités de conduite, soit un état d'imprégnation alcoolique. Seules, en effet, les premières seraient passibles, en vertu de l'article 37bis, § 1er, en projet, des peines égales à celles qu'elles encourraient si elles conduisaient ces véhicules ou montures, alors que pour les autres, il n'est prévu aucune sanction. L'exposé des motifs ne justifie pas cette différence de traitement.

2. Au 4º de la même disposition, il convient, de l'accord du fonctionnaire délégué, d'ajouter les mots "et 2".

Article 3

1. On ne voit pas pourquoi le 4º de l'article 37bis, § 1er, n'est pas visé à l'article 38, § 1er, 1º, en projet, alors que la déchéance du droit de conduire peut, elle, être prononcée à l'encontre de la personne qui conduirait un véhicule pendant une période pendant laquelle

.../...

cela lui aurait été interdit à la suite d'un test positif d'imprégnation alcoolique (1).

2. L'article 38, § 4, en projet oblige le juge qui, du chef d'une infraction visée à l'article 38, § 1er, 1^o, c'est-à-dire pour un délit de fuite, pour une imprégnation alcoolique ou en raison de la présence, dans l'organisme, d'une substance susceptible d'avoir une influence sur les capacités de conduite, condamne une personne qui présente un défaut physique ou une affection, déterminés par le Roi en vertu de l'article 23, § 1er, 3^o, à subordonner la réintégration dans le droit de conduire à la preuve que le condamné ne présente plus ce défaut physique ou cette affection.

L'article 42 de la loi prévoit, toutefois, déjà que le juge qui condamne une personne pour une infraction à la police de la circulation routière et qui constate que cette personne est incapable physiquement de conduire, doit prononcer la déchéance du droit de conduire.

Le juge qui constaterait qu'une personne présente un défaut physique ou une affection, déterminés par le Roi en exécution de l'article 23, § 1er, 3^o, devrait nécessairement constater simultanément que cette personne est

(1) L'exposé des motifs n'explique pas cette différence. Au contraire, il affirme que "cela est identique à la situation actuelle concernant l'imprégnation alcoolique d'au moins 0.35 mg/l d'AAE, l'ivresse et l'état analogue (p. 25).

physiquement incapable de conduire conformément à l'article 42 (1).

Or, les procédures de réintégration dans le droit de conduire seraient différentes.

Selon l'exposé des motifs, l'intention est de soumettre obligatoirement à la preuve de l'absence de défaut physique ou d'affection, tout condamné pour une infraction prévue au paragraphe 1er, 1^o, qui aurait été condamné accessoirement à la déchéance du droit de conduire et qui souhaiterait être réintégré dans ce droit.

Outre que cette intention ne ressort pas du texte en projet, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas, dans cette hypothèse, pourquoi seuls les condamnés pour les infractions visées au paragraphe 1er, 1^o, devraient fournir cette preuve.

Le texte doit donc être revu pour mieux traduire l'intention et pour assurer la concordance avec la déchéance prononcée pour incapacité physique prévue aux articles 42 à 44 de la loi.

(1) Le fait d'être atteint de défauts physiques ou d'affections déterminées par le Roi en exécution de l'article 23, § 1er, 3^o, entraîne, en effet, le retrait du permis de conduire en vertu de l'article 24, alinéa 1er, 1^o.

Article 5

1. Conformément à l'article 22 de la Constitution, en vertu duquel la protection du droit au respect de la vie privée doit être garanti par la loi, l'article 61bis, § 2, en projet doit prévoir la nature des tests pouvant être utilisés pour détecter la présence de substances et les modalités d'utilisation destinées à garantir le respect de l'intimité des personnes et de leur vie privée.

Cette observation renforce l'observation générale n° 2 relative aux tests.

2. Tel qu'il est rédigé, l'article 61ter, § 1er, 3°, en projet, permettrait d'interdire la conduite, dans un lieu public, d'un véhicule ou d'une monture ou l'accompagnement à la conduite, pour une durée de douze heures, même en cas de refus du test pour un motif légitime, par une personne ne présentant aucun signe évident d'influence à la suite de l'usage de substances.

Comme telle n'est pas l'intention, on écrira, de l'accord des fonctionnaires délégués :

"3° en cas de refus du test sans motif légitime".

Afin cependant d'interdire la conduite aux personnes qui, invoquant un motif légitime, refuseraient le test, mais qui présenteraient néanmoins des signes évidents d'influence à la suite de l'usage de substances, mieux vaut

.../...

omettre les mots "pour une autre raison que le refus", au 2º du même paragraphe.

3. Plus fondamentalement et en vue de se conformer à l'article 22 de la Constitution relatif au respect de la vie privée, il faut, à l'alinéa 2 du paragraphe 1er, prévoir que le motif invoqué pour refuser le test ne peut être révélé s'il est couvert par le secret médical.

Article 6

L'article 63, § 2, en projet oblige les agents de l'autorité à faire subir un prélèvement sanguin à toute personne qui conduirait un véhicule ou une monture ou qui s'apprêterait à conduire un véhicule ou une monture, lorsque l'échantillon destiné au test ou à l'analyse d'urine n'a pas pu être prélevé. Le texte doit manifestement être complété par les mots "et que l'intéressé présente des signes évidents d'influence à la suite de l'usage de substances visées à l'article 37bis, § 1er, 1º, ou se trouve dans l'état visé à l'article 35" (1).

OBSERVATION FINALE

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

(1) Comparer avec l'article 64bis, § 1er, 2º, en projet.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Dit voorontwerp van wet strekt ertoe het besturen van voertuigen na gebruik van stoffen die het rijgedrag kunnen beïnvloeden, te bestraffen. Het beoogt onder meer ook het loutere voornemen om te rijden in de staat die het gevolg is van het gebruik van zulke stoffen en het tot rijden aanzetten van derden die duidelijk onder invloed zijn van de desbetreffende stoffen.

De wijze waarop de overtredingen worden opgespoord, de veiligheidsmaatregelen en de straffen die van toepassing zijn, zijn grotendeels gebaseerd op die welke gelden voor de bestraffing van te grote hoeveelheden alcohol in het bloed. In beide gevallen gaat het om het strafbaar stellen van gedragingen waarmee of gesteldheden waarin men anderen in gevaar kan brengen.

In tegenstelling tot de wetsbepalingen betreffende de bestraffing van te grote hoeveelheden alcohol in het bloed, preciseert de ontworpen tekst echter nergens om welke stoffen het gaat, noch wat het gehalte ervan in het lichaam moet zijn voordat een rijverbod wordt opgelegd. Het bepalen van die bestanddelen van de overtredingen zou immers, luidens de ontworpen artikelen 61bis, § 2, en 64bis, § 4, opgedragen worden aan de Koning.

Aangezien de ontworpen wettekst geen lijst van de stoffen bevat die de rijvaardigheid kunnen beïnvloeden en geen gehalten aangeeft die, als ze geconstateerd worden een rijverbod rechtvaardigen, valt op te merken dat nog niet

.../...

gedefinieerd is en ondefinieerbaar blijft welk feit of welke toestand aanleiding geeft tot de strafrechtelijke aansprakelijkheid die wettigt dat met het oog op de veiligheid de geplande vrijheidsbenemende maatregelen worden genomen. Dat komt erop neer dat het definiëren zelf van het strafbare feit aan de Koning wordt overgelaten en hem de bevoegdheid wordt gelaten om te beslissen hoe ver de bestraffing reikt, wat onaanvaardbaar is.

Er wordt weliswaar bepaald dat de Koning rekening moet houden met "de technische mogelijkheden en (...) het bestaan van eender welke invloed op de rijvaardigheid", maar zulk een bepaling is zo weinig strak dat de delegatie verleend aan de Koning vrijwel onbeperkt is.

Bijgevolg valt op te merken dat de voorgenomen delegatie in strijd is met artikel 14 van de Grondwet, krachtens hetwelk "Geen straf kan worden ingevoerd of toegepast dan krachtens de wet."

Volgens dat grondwettelijk beginsel moeten de stoffen of verbindingen van stoffen die effecten kunnen hebben met een mogelijke negatieve invloed op het besturen van een voertuig, in de ontworpen wettekst worden opgesomd en moet

.../...

hierin nauwkeurig worden bepaald vanaf welk niveau die invloed op de rijvaardigheid bestraft kan worden (1).

2. De ontworpen tekst omschrijft evenmin de aard van de tests en de analyses om de aanwezigheid van de desbetreffende stoffen na te gaan.

Artikel 61bis, § 2, derde streepje, verwijst immers naar de besluiten die de Koning moet uitvaardigen om onder meer het volgende vast te stellen :

"- voor elke stof of groep van stoffen de waarde waaronder de test niet in aanmerking wordt genomen. Deze waarde wordt bepaald in functie van de technische mogelijkheden en van het bestaan van eender welke invloed op de rijvaardigheid.".

en artikel 64bis, § 4, tweede streepje, bevat bijna dezelfde bepaling voor de urinestalen.

In de memorie van toelichting wordt in dat verband gezegd dat men momenteel niet altijd over alle wetenschappelijke gegevens beschikt die de haalbaarheid en de betrouwbaarheid van de tests en de analyses waarborgen. Er staat immers :

(1) Opgemerkt wordt dat indien onder de uitdrukking "eender welke invloed", die in de ontworpen tekst staat, verstaan moet worden dat de minste invloed op de rijvaardigheid voldoende zou zijn, de Koning de "waarde" die in aanmerking moet worden genomen niet zou hoeven vast te stellen. Deze tekst zou bijgevolg tegenstrijdig zijn.

"Heden zijn reeds commercieel bruikbare tests verkrijgbaar met een voldoende betrouwbaarheid om bij weggebruikers de aanwezigheid van die stoffen of groepen van stoffen aan te tonen vanaf een bepaalde waarde op basis van bijvoorbeeld een urinemonstername. Voorlopig zou ook zelfs kunnen overwogen worden van start te gaan met laboratoriumtesten op speekselstalen. Onderzoek en ontwikkeling is lopende om een betrouwbare, snelle, eenvoudige striptest voor speeksel die langs de weg kan worden uitgevoerd, op punt te stellen.

Door dit hier duidelijk in te schrijven wenst de Overheid de bedrijven en de onderzoeksinstituten een stimulans te geven om verder te investeren in de beloftevolle ontwikkelingen van tests.

Bedoeling is een wetenschappelijk comité samen te stellen die dit uitvoeringsbesluit zal voorbereiden zowel voor wat de keuze betreft van het middel of de middelen en voor wat betreft de technische voorwaarden waaraan deze moeten beantwoorden, als voor wat betreft de samenstelling van de lijst van de stoffen, waarvan sprake in artikel 37bis, § 1, 1^o.

De betrachting zal zijn te kunnen beschikken over een voldoende gebruikersvriendelijke (zowel voor de weggebruiker als voor de politiediensten) test(s) waarvan daarenboven de betrouwbaarheidsgraad aanvaardbaar is.

Met betrekking tot deze betrouwbaarheidsgraad zal de uitdaging erin bestaan het risicopercentage aan "vals positieven" wetenschappelijk te kennen en slechts die tests te weerhouden waarvan dit risico aanvaardbaar laag is. Eventueel kan zelfs voor bepaalde stoffen (bv. voor opiaten) overwogen worden een hiërarchie van testen op te leggen om dit risico op "vals positieven" (bv. tussen medicamenteuze en illegale opiaten) te reduceren."

Deze regeling is onverenigbaar met de algemene beginselen van het strafrecht.

.../...

Aangezien het om bestraffingsmaatregelen gaat, moet daarin een beschrijving worden gegeven van de methodes die reeds wetenschappelijk betrouwbaar zijn om de overtreding op te sporen en vast te stellen en mag de taak om de lijst van deze methodes uit te breiden, aan welke methodes alleen de wetgever bewijskracht kan verlenen, niet aan de Koning worden overgedragen.

3. Bij de verboden stoffen die in de lijst zouden voorkomen, kunnen er stoffen zijn waarvan het bezit verboden is krachtens de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica. Ook al wordt het persoonlijk verbruik van die stoffen niet als zodanig verboden bij deze wet, zouden desalniettemin de bevindingen van de officieren en agenten bij het opsporen van overtredingen van dit ontwerp, licht kunnen werpen op gegevens die een overtreding opleveren van de wet van 24 februari 1921, die het bezit van die stoffen bestraft.

Wat dat betreft, bepaalt het voorontwerp dat het verzamelen van de gegevens van de urinetests en -analyses beperkt moet worden tot de gegevens die strikt noodzakelijk zijn voor het vaststellen van overtredingen van de ontworpen wet, die op een openbare plaats begaan zijn, en dat die gegevens alleen mogen worden gebruikt voor gerechtelijke doeleinden in verband met de bestraffing van die overtredingen (ontworpen artikelen 61bis, § 3 en 64bis, § 5). Luidens de memorie van toelichting is het doel van deze bepalingen

.../...

ervoor te zorgen dat de persoonlijke levenssfeer geëerbiedigd wordt.

Uit de tekst noch uit de memorie van toelichting blijkt echter duidelijk of de personen die vervolgd worden wegens rijden onder invloed van verdovende middelen, op basis van de bevindingen in het kader van dit voorontwerp, al of niet vervolgd kunnen worden wegens het bezit van die verdovende middelen, met toepassing van de wet van 24 februari 1921.

Bovendien worden de bepalingen van de ontworpen artikelen 61bis, § 3, en 64bis, § 5, betreffende het verzamelen van de gegevens van de urinetests en -analyses, niet overgenomen in de bepalingen betreffende de bloedproeven.

In de ontworpen wet moet derhalve nauwkeuriger aangegeven worden welke samenhang er al of niet is tussen de door haar ingestelde bestraffing van de strafbare feiten en de bestraffing die geregeld wordt in de wet van 24 februari 1921.

4. In de wettekst zelf moeten bepalingen worden opgenomen betreffende de eerbiediging van de rechten van verdediging van de betrokkenen, inzonderheid het recht om een tegenexpertise te vragen naar aanleiding van een analyse of monsterneming, naar het voorbeeld van wat bepaald is in

.../...

artikel 44bis, §§ 3 en 4, van het Wetboek van strafverdring (1).

5. In artikel 68 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer wordt bepaald dat, voor de overtredingen van de artikelen 30, § 1, 33, 34, § 2, en 35, de verjaringstermijn drie jaar bedraagt vanaf de dag waarop de overtreding begaan is.

Die twee laatste bepalingen zijn bedoeld om straf te stellen op een alcoholgehalte van meer dan 0,35 milligram per liter uitgeademde alveolaire lucht of van meer dan 0,5 gram per liter bloed, alsook op het rijden in staat van dronkenschap of in een soortgelijke toestand die inzonderheid voortvloeit uit het gebruik van drugs of geneesmiddelen. Het gaat om strafbare feiten waarvoor dezelfde straffen gelden als die bepaald in het ontworpen artikel 37bis.

Met het oog op eerbiediging van het gelijkheidsbeginsel en ter wille van de rechtszekerheid zou het beter zijn voor de strafbare feiten genoemd in het ontworpen artikel 37bis, 1^o en 4^o tot 6^o, dezelfde verjaringstermijn vast te stellen.

(1) De ontworpen wijziging van artikel 64 heeft immers tot gevolg dat deze bepalingen niet kunnen worden toegepast op de bloedmonsters die genomen worden overeenkomstig het ontworpen artikel 63, § 2.

Gelet op de voorgaande opmerkingen moet de ontworpen tekst grondig worden herzien.

Daarom beperkt de Raad van State zich tot de hiernavolgende voornaamste bijzondere opmerkingen; hij maakt met name geen opmerkingen inzake wetgevingstechniek (1).

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 2

1. De Raad van State ziet niet in waarom in het ontworpen artikel 37bis, § 1, 1^o, een onderscheid wordt gemaakt tussen de personen die aanstalten maken om een voertuig of een rijdier te besturen, naargelang uit de analyses blijkt dat in hun organisme een stof aanwezig is die de rijvaardigheid kan beïnvloeden, dan wel dat zij een te hoog alcoholgehalte in het bloed hebben. Krachtens het ontworpen artikel 37bis, § 1, riskeren immers alleen de eerstgenoemden dezelfde straffen als die welke zij kunnen krijgen als zij die voertuigen of rijdieren besturen, terwijl voor de anderen in geen enkele straf is voorzien. Die verschillende behandeling wordt in de memorie van toelichting niet gewettigd.

(1) Zie Handleiding bij de Wetgevingstechniek, diensten van de Eerste Minister, bijvoegsel tot het Belgisch Staatsblad van 2 juni 1982.

2. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in 4º van dezelfde bepaling de woorden "en § 2" moeten worden toegevoegd.

Artikel 3

1. Het is niet duidelijk waarom 4º van artikel 37bis, § 1, niet wordt vermeld in het ontworpen artikel 38, § 1, 1º, hoewel het verval van het recht tot sturen kan worden uitgesproken tegen degene die een voertuig bestuurt in een periode waarin hem dat na een positieve alcoholtest is verboden (1).

2. De rechter die op grond van een strafbaar feit bedoeld in artikel 38, § 1, 1º, (vluchtmisdrijf, een te hoog alcoholgehalte of de aanwezigheid in het organisme van een stof die de rijvaardigheid kan beïnvloeden) iemand veroordeelt die een lichaamsgebrek of een aandoening vertoont die door de Koning ter uitvoering van artikel 23, § 1, 3º, is bepaald, wordt door het ontworpen artikel 38, § 4, ertoe verplicht het herstel in het recht tot sturen afhankelijk te stellen van het bewijs dat de veroordeelde dat lichaamsgebrek of die aandoening niet meer vertoont.

(1) Dat verschil wordt niet in de memorie van toelichting uitgelegd. Integendeel, in de memorie van toelichting wordt het volgende gesteld : "Dit is identiek aan de huidige toestand voor alcoholopname van meer dan 0,35 mg/l UAL, voor dronkenschap en voor de soortgelijke toestand" (blz. 25).

Artikel 42 van de wet bepaalt echter reeds dat de rechter die iemand veroordeelt wegens een overtreding van de politie over het wegverkeer en die vaststelt dat die persoon lichamelijk niet in staat is om te sturen, het verval van het recht tot sturen moet uitspreken.

Indien de rechter vaststelt dat iemand een lichaamsgebrek of een aandoening vertoont die door de Koning ter uitvoering van artikel 23, § 1, 3°, is bepaald, zou hij krachtens artikel 42 noodzakelijkerwijs terzelfder tijd moeten vaststellen dat die persoon lichamelijk niet geschikt is om te sturen (1).

Voor het herstel in het recht tot sturen zou de regeling evenwel verschillend zijn.

Volgens de memorie van toelichting is het de bedoeling iedereen die wegens een strafbaar feit bepaald bij paragraaf 1, 1°, in bijkomende orde tot verval van het recht tot sturen veroordeeld is en die in dat recht hersteld wenst te worden, ertoe te verplichten te bewijzen dat hij niet aan een lichaamsgebrek of een aandoening lijdt.

Behoudens dat die bedoeling niet tot uiting komt in de ontworpen tekst, ziet de Raad van State niet in waarom, in dat geval, dat bewijs alleen moet worden geleverd

(1) Artikel 24, eerste lid, 1°, bepaalt immers dat het rijbewijs wordt ingetrokken, indien de houder ervan lijdt aan een van de lichaamsgebreken of kwalen door de Koning bepaald overeenkomstig artikel 23, § 1, 3°.

door degenen die veroordeeld zijn wegens strafbare feiten bedoeld in paragraaf 1, 1º.

De tekst moet dus worden herzien om die bedoeling duidelijker tot uiting te brengen en om de tekst in overeenstemming te brengen met het verval uitgesproken wegens lichamelijke ongeschiktheid, bepaald bij de artikelen 42 tot 44 van de wet.

Artikel 5

1. Overeenkomstig artikel 22 van de Grondwet, dat bepaalt dat de bescherming van het recht op eerbiediging van het privé-leven bij wet wordt gewaarborgd, moet het ontworpen artikel 61bis, § 2, de aard bepalen van de tests die kunnen worden gebruikt om de aanwezigheid van stoffen op te sporen, alsook de wijze waarop die kunnen worden gebruikt om de eerbiediging van de intieme en persoonlijke levenssfeer van personen te waarborgen.

Die opmerking versterkt de algemene opmerking nr. 2 betreffende de tests.

2. De huidige redactie van het ontworpen artikel 61ter, § 1, 3º, houdt in dat eenieder die geen duidelijke tekenen van invloed als gevolg van het gebruik van stoffen vertoont, gedurende twaalf uur het verbod kan worden opgelegd om op een openbare plaats een voertuig of een rijdier te besturen of iemand met het oog op scholing te

.../...

begeleiden, zelfs als de test geweigerd wordt om een wettige reden.

Aangezien dat niet de bedoeling is, schrijve men, met instemming van de gemachtigde ambtenaren :

"3° in geval van weigering van de test zonder wettige reden".

Wil men echter personen die om een wettige reden de test weigeren, maar die evenwel duidelijke tekenen van invloed als gevolg van het gebruik van stoffen vertonen, een rijverbod opleggen, dan is het beter dat de woorden "om een andere reden dan de weigering" in 2° van dezelfde paragraaf vervallen.

3. Meer fundamenteel en ter voldoening aan artikel 22 van de Grondwet betreffende de eerbiediging van het privé-leven moet in paragraaf 1, tweede lid, worden bepaald dat de reden die wordt aangevoerd om de test te weigeren niet mag worden onthuld als ze door het medisch geheim wordt gedekt.

Artikel 6

Volgens het ontworpen artikel 63, § 2, moeten de agenten van het openbaar gezag iedereen die een voertuig of een rijdier bestuurt of die daartoe aanstalten maakt, ertoe verplichten een bloedproef te ondergaan indien het monster

.../...

voor de test of voor de urineanalyse niet genomen is kunnen worden. De tekst moet kennelijk worden aangevuld met de woorden "en de betrokkene duidelijke tekenen van invloed vertoont als gevolg van gebruik van stoffen bedoeld in artikel 37bis, § 1, 1^o, of in de in artikel 35 bedoelde staat verkeert" (1).

Slotopmerking

De Nederlandse tekst is slordig en soms zelfs slecht gesteld. Onder voorbehoud van de voorgaande opmerkingen worden, bij wijze van voorbeeld, de volgende opmerkingen gemaakt.

In artikel 2, het ontworpen artikel 37bis, § 1, 1^o, schrijve men "het gehalte gelijk is aan of hoger dan het gehalte bepaald ..." in plaats van "gelijk of groter is aan deze bepaald ...". (Dezelfde opmerking geldt voor artikel 5, het ontworpen artikel 61bis, § 1). In hetzelfde artikel, het ontworpen artikel 37bis, § 1, 2^o en 3^o, schrijve men "tekenen" in plaats van "tekens". Eenzelfde opmerking geldt voor heel het ontwerp. In hetzelfde artikel, nog steeds het ontworpen artikel 37bis, § 1, 1^o en 2^o, schrijve men "1^o" in plaats van "het 1^o". In artikel 5, het ontworpen hoofdstuk IX-bis, schrijve men "rijverbod" in plaats van "verbod tot sturen"; in hetzelfde artikel, het ontworpen artikel 61bis, § 2, schrijve men "de manier waarop die middelen moeten worden aangewend met eerbiediging van het privé-leven

(1) cf. het ontworpen artikel 64bis, § 1, 2^o.

en de persoonlijke levenssfeer" in plaats van "de gebruiksmodaliteiten van die middelen met eerbiediging van de intimiteit van de personen en hun persoonlijke levenssfeer"; "op basis van" in plaats van "in functie van" en "ongeacht welke" in plaats van "eender welke". (Eenzelfde opmerking geldt voor artikel 6, het ontworpen artikel 64bis, § 4). In hetzelfde artikel 5, het ontworpen artikel 61bis, § 3, schrijve men "het verzamelen" in plaats van "de inzameling", "die op een openbare plaats zijn begaan," in plaats van "begaan op een openbare plaats" en "gerechtelijke" in plaats van "gerechterlijke". (Eenzelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 64bis, § 5). Nog steeds in artikel 5, het ontworpen artikel 61bis, § 4, schrijve men "kosten van" in plaats van "kosten voor".

In de inleidende zin van het ontworpen artikel 61ter, § 1, schrijve men "iedere persoon" in plaats van "ieder persoon" en "gedurende twaalf uur vanaf de vaststelling" in plaats van "voor de duur van twaalf uren te rekenen vanaf de vaststelling". Bovendien is er een discrepantie tussen de Nederlandse tekst, waar verscheidene werkwoorden in de onvoltooid verleden tijd staan, en de Franse tekst, waar de overeenkomstige werkwoorden in de onvoltooid tegenwoordige tijd staan. In hetzelfde artikel, zelfde onderdeel, 3°, tweede lid, moet bovendien het woord "aanvoeren" worden gebezigd in plaats van de term "inroepen" en "overheidspersonen" in plaats van "overheidsagenten". Ten slotte schrijve men in hetzelfde artikel 5, het ontworpen art. 61quater, tweede lid, "dat hij bestuurde of op het punt stond te besturen" in plaats van "dat hij bestuurde of daartoe aanstalten maakte". Deze opmerking geldt voor heel

.../...

het ontwerp. In artikel 6 schrijve men "In hoofdstuk I in plaats van "In het hoofdstuk I", "In artikel 63" in plaats van "In het artikel 63" en "een bloedproef laten ondergaan" in plaats van "verplichten een bloedmonster te laten afnemen".

In hetzelfde artikel 6 behoort het ontworpen artikel 64bis, § 1, 1^o, tweede zin, als volgt te worden gesteld : "Wanneer deze test is uitgevoerd op basis van een urinemonster, kan de analyse op basis van datzelfde monster worden uitgevoerd".

In hetzelfde artikel 6, het ontworpen artikel 64bis, § 4, ten slotte moeten de woorden "de modaliteiten voor de monsterneming van urine, voor ..." vervangen worden door de "nadere regels voor het nemen van een urinemonster, voor ...".

La chambre était composée de

Messieurs C.-L. CLOSSET,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

P. GOTHOT,

J.-M. FAVRESSE,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordi-
nation a été rédigée et exposée
par M. C. AMELYNCK, référendaire
adjoint.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été véri-
fiée sous le contrôle de
M. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

Het verslag werd uitge-
bracht door de H. L. DETROUX,
adjunct-auditeur. De nota van
het Coördinatiebureau werd
opgesteld en toegelicht door de
H. C. AMELYNCK, adjunct-
referendaris.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET